

# Rénover le Baudouin ? Plus facile à dire qu'à faire

SPORT Le stade national disqualifié pour l'Euro 2020, l'hypothèse d'une rénovation du stade Roi Baudouin reprend du galon

- ▶ De nombreux partis politiques relancent l'idée de la rénovation du stade du Heysel.
- ▶ S'il y a des arguments pour, certaines réserves sont également de mise.

**E**colo, CDH, Groen, Défi, MR, N-VA, SPA,... Tous ces partis ont une chose en commun : ils sont partants pour étudier sérieusement la possibilité d'une rénovation du stade Roi Baudouin. Suite à l'annonce de l'UEFA de ne pas garder Bruxelles comme ville-hôte pour l'Euro 2020 (à cause des nuages amoncelés sur le projet de stade national sur le parking C de Grimbergen), le débat sur les alternatives est ouvert.

Si certains défendent l'idée de rechercher un autre terrain, beaucoup d'élus jugent que rénover le Baudouin serait une solution idéale. Alors, crédible ou pas ?

Voici les raisons d'y croire et de ne pas y croire. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

## pour Un maintien du stade compatible avec Neo

**V**oici les éléments qui laissent penser qu'une rénovation est envisageable.

**Contractuellement, le maintien du Roi Baudouin n'est pas un obstacle au développement de Neo.** Il s'agit de ce grand projet de redynamisation du plateau du Heysel (porté surtout par le PS), qui prévoit, en deux phases, de construire notamment des logements, un quartier commercial, ainsi qu'un centre de congrès. C'est tout un nouveau quartier qui doit sortir de terre en quelques années. Si la volonté politique a toujours été de supprimer le stade Roi Baudouin dans le projet, rien n'oblige les autorités à poursuivre sur cette voie. « *Le seul élément coulé en lettres de sang dans le contrat avec le promoteur Unibail, c'est que la Ville s'abstiendra de faire venir un club résident au Baudouin. Tout le reste est autorisé et sujet à discussion* », observe cette source proche du dossier.

Ainsi, il n'y a aucune obligation, légale en tout cas, de supprimer ce stade. Ce dernier était d'ailleurs encore présent sur les maquettes présentées aux conseillers communaux bruxellois cette année. A la demande de la Ville de Bruxelles, qui a demandé au promoteur d'envisager les deux options, a expliqué le directeur de développement, Alexis Dubois (Unibail-Rodamco).

Reste à voir ce que les autorités politiques bruxelloises décideront. Si la Ville a ouvert une porte jeudi (en se déclarant « *prête à prendre part à toute initiative venant des différentes autorités compétentes* » pour disposer d'un stade), à la Région bruxelloise, le ministre-président Rudi Vervoort a estimé que l'Eurostadium se ferait quand même à Grimbergen.

C'est aussi l'option défendue par l'homme fort du gouvernement

bruxellois côté néerlandophone : Guy Vanhengel (VLD). Avec les élections communales et régionales qui approchent (2018-2019), un renversement de majorité à la Ville ou à la Région pourrait changer la donne (vu le nombre de partis qui réclament une rénovation du Baudouin).

**Le Roi Baudouin offre une solution pour le maintien du mémorial Van Damme.** Le projet du parking C a toujours suscité beaucoup d'opposition car il ne prévoyait pas de piste d'athlétisme. Avec l'Eurostadium et sans Roi Baudouin, Bruxelles risquait de ne plus être capable d'accueillir le mémorial Van Damme (aujourd'hui accueilli au Baudouin). Le CDH, qui a proposé de chercher d'autres lieux pour le stade national, juge qu'il faut maintenir « *l'organisation du meilleur meeting d'athlétisme au monde dans la capitale de l'Europe* ». ■

A.-C. B.

## contre De gros doutes sur le financement

**V**oici les éléments qui laissent penser qu'une rénovation est envisageable.

**Des doutes sur la faisabilité technique.** Est-ce qu'une rénovation est possible techniquement ? Il n'y a pas (encore ?) d'étude objective sur ce point. Deux rapports ont été établis, mais les deux ont été suspectés de partialité. En 2015, un bureau d'architectes de Wielsbeke (Goedefroo + Goedefroo) a réalisé une étude de faisabilité sur la ré-

novation du Baudouin, mais le commanditaire a tenu à rester anonyme...

Les défenseurs de l'Eurostadium ont crié à la manipulation et certains ont même soupçonné la N-VA d'être à l'origine de l'étude (ce que les nationalistes ont démenti). Le coût d'une mise aux normes de l'UEFA y était estimé à un montant de 110 millions d'euros.

En 2017, une nouvelle étude,

présentée par Ghelamco, le promoteur du stade national à Grimbergen, donne des résultats bien différents... Selon elle, la mise en conformité aux normes de l'UEFA requiert une toute nouvelle construction et coûterait entre 300 et 400 millions d'euros. Les adaptations demandées sont nombreuses : augmentation du nombre de places, sièges trop serrés, nombre insuffisant de tourniquets pour ren-

trer sur le site,...

**L'épineuse question du financement.** Le stade Roi Baudouin est une propriété de la Ville de Bruxelles. L'échevin MR Alain Courtois a toujours dit qu'aucun privé n'accepterait de le rénover, vu l'ampleur des travaux. Selon lui, l'opinion publique n'accepterait pas non plus que les autorités publiques rénovent ce stade à leurs frais.

Avec le parking C, le privé

trouverait son compte en érigeant bien plus qu'un stade (des bureaux, des établissements horeca...) et en disposant du terrain grâce à un bail emphytéotique (il verse un euro par an pendant 99 ans). Les questions de rentabilité et de financement sont plus compliquées pour le Baudouin. Elles sont en plus conditionnées à l'avenir encore incertain de l'Eurostadium (une demande de permis d'environnement est toujours en cours pour le parking C et le promoteur ne montre, pour l'instant, aucun signe de retour en arrière). Impossible que le Baudouin soit rentable avec un autre stade à quelques kilomètres de là...

Certains, comme le député bruxellois Arnaud Pinxteren (Ecolo), veulent croire à des solutions créatives pour financer le projet: « *On part toujours du principe qu'on ne pourra pas financer une rénovation, mais a-t-on vraiment essayé ?* » ■

A.-C. B.

## ÉCONOMIE

## 80 millions

Le retrait de Bruxelles comme ville-hôte de l'Euro 2020 prive les économies bruxelloise et

belge d'au moins 80 millions d'euros d'impact direct en rentrées financières pour les seuls secteurs de l'horeca et du commerce de détail, ont déploré vendredi le Syndicat neutre pour indépendants (SNI) et la Fédération horeca Bruxelles.

## 240.000

C'est le nombre de nuitées perdues à cause de l'absence de matches lors de l'Euro 2020. C'est une estimation de la Brussels Hotel Association (BHA), qui évoque une « *immense déception* ».

## RSCA

### Le stade national, sujet sensible à Anderlecht

Quand on évoque le sujet du stade national, le nom d'Anderlecht n'est jamais très éloigné des conversations. Et pour cause, puisqu'aux prémices du projet, le champion de Belgique devait devenir locataire du stade pour que celui-ci soit rentable. Sur la décision de l'UEFA d'écarter la candidature de Bruxelles pour l'Euro 2020, officiellement, le club a pourtant décidé de « *ne pas faire de commentaire en ce moment* ». Si Anderlecht garde le silence, c'est en raison du dossier de reprise du club, en phase terminale, et dans lequel la probléma-

tique du stade joue un rôle central. L'une des offres de reprise émane en effet du promoteur immobilier Paul Gheysens, patron de Ghelamco, la société qui devait construire le stade national. Or, cette offre est clairement liée au stade national. Certains expliquent même l'intérêt de Gheysens pour Anderlecht uniquement car il veut faire aboutir son projet de stade. Mais même si le conseil d'administration se prononce pour une autre offre, il n'en aurait pas fini avec le stade national, Paul Gheysens ne devant pas manquer alors de porter Anderlecht en justice pour non-respect des conventions liant le club bruxellois au promoteur pour l'occupation du stade national.

G.R.

## EN FLANDRE

### Permis pour le Sportpaleis et la Lotto Arena

La ministre flamande de l'Environnement Joke Schauvliege (CD&V) a délivré vendredi un nouveau permis d'environnement au Sportpaleis d'Anvers et à la Lotto Arena. Le Conseil d'État avait annulé le précédent permis en juillet dernier en raison de problèmes de stationnement dans les environs, menaçant ainsi l'exploitation des deux infrastructures. Dans le nouveau permis, la ministre a édicté de nouvelles conditions. (b)

## COMMENTAIRE

PASCAL LORENT

## LA N-VA N'EST PAS SEULE COUPABLE

La Belgique n'accueillera pas de match de l'Euro 2020. Et soudain, toutes ces voix politiques qui s'étaient tues jusqu'ici, forment un brouhaha d'imputation, cherchant le coupable ou le lampiste à désigner à la vindicte. Car que l'on soit ou non favorable à l'idée même de doter le pays d'un stade national, il faut bien faire endosser l'échec à quelqu'un. Au bas de l'échelle, on trouve évidemment Alain Courtois (MR) et Guy Vanhengel (Open VLD).

Soit le premier ambassadeur d'un projet que le second a choisi aventureusement de situer sur le parking C du Heysel. Ils sont rejoints par Rudi Vervoort, lui aussi adepte de cette idée folle de placer un projet bruxellois en territoire flamand.

Montons d'un étage, au gouvernement flamand, Joke Schauvliege (CD&V), en coalition avec l'Open VLD et la N-VA, a choisi de s'asseoir sur ce mauvais dossier en prenant argument de

l'existence d'un chemin vicinal. Une position tout aussi surréaliste que l'idée première d'ériger ces tribunes sur Grimbergen, commune flamande d'un peu moins de 40.000 habitants. Enfin, il y a le troisième anneau du stade institutionnel belge : le gouvernement fédéral. Malgré l'appel désespéré d'Alain Courtois dans nos colonnes (*Le Soir* du 29 novembre), le gouvernement fédéral est resté muet. Le Premier ministre Charles Michel (MR) en tête mais aussi Kris Peeters (CD&V), ministre-président flamand en 2013, lors de la naissance du projet, et Alexander De Croo (Open VLD), qui regrette aujourd'hui qu'un dossier d'ampleur nationale n'ait pas été pris en charge par l'exécutif où il officie.

Et la N-VA dans tout cela ? Elle semble absente du box des accusés. Sauf à considérer ces éléments. Primo, son chef de file bruxellois, Johan Van den Driessche, n'a cessé de ferrailer contre le projet. Secundo, Geert Bourgeois, ministre-président flamand, s'est, au mieux, abstenu de faire jouer le poids politique de ses couleurs dans la coalition nordiste pour débloquer la situation. Tertio, au fédéral, le parti de Bart De Wever a regardé impassible les promoteurs se débattre

dans les difficultés. La première formation du pays aurait pourtant pu invoquer l'importance (inter) nationale du dossier pour justifier une intervention en urgence. Mais cela doit-il étonner quelqu'un ? La N-VA a un objectif avoué : l'indépendance de la Flandre ou, au pire, sa version « light » qu'est le confédéralisme. Pourquoi ses joueurs auraient-ils mouillé leur maillot pour un projet servant l'unité nationale et l'un de ses principaux symboles, l'équipe belge de football ? Cette évidence, aucun politique un peu chevronné ne peut la nier. Si servir la Belgique reste la fin ultime des autres partis de ce pays (à l'exception du Vlaams Belang), les responsables de cet échec sont à chercher dans leurs rangs. Et certainement le MR et son Premier ministre qui, à la barre du gouvernement fédéral, est resté au balcon, laissant son puissant allié nationaliste œuvrer en coulisses contre le projet. Le dossier du stade national, c'est aussi la mort d'une forme de leadership politique. Et celle d'une certaine idée de l'Etat, diluée dans les tuyaux des six réformes institutionnelles. Et c'est inquiétant, à l'heure où d'autres dossiers bien plus ambitieux (approvisionnement énergétique, mobilité soutenable) s'annoncent.